

23 mai 1986, ainsi que du Règlement (CEE) n° 2040/86 de la Commission du 30 juin 1986 portant modalités d'application du prélèvement de coresponsabilité dans le secteur des céréales, modifié dernièrement par le Règlement (CEE) n° 2572/86 du 12 août 1986, qui sont applicables à partir du 1er juillet 1986 et par le Règlement (CEE) n° 348/87 de la Commission, du 4 février 1987,

Arrête :

Article 1er. L'article 2 de l'arrêté ministériel susmentionné est modifié par addition, à la fin de celui-ci de l'alinéa suivant :

« Toutefois, les opérateurs qui transforment normalement au cours d'une campagne une quantité de céréales inférieure à 100 tonnes peuvent être autorisés, sur demande adressée à l'O.B.E.A., à payer le prélèvement au plus tard à la fin du mois de juillet de la campagne suivante. Dans ce cas, ils doivent envoyer en même temps toutes les déclarations mensuelles relatives au prélèvement. »

Art. 2. L'article 3 du même arrêté est modifié par l'addition, en avant dernier alinéa, de la disposition suivante :

« Toutefois, les opérateurs sont autorisés à comptabiliser à la fin de chaque mois les quantités transformées au cours de ce mois sur base des états de transformation; dans ce cas, si une modification du taux de conversion agricole intervient au cours du mois en cause le montant du prélèvement à payer est le montant le plus élevé.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er mars 1987.
Bruxelles, le 18 mars 1987.

P. DE KEERSMAEKER

van 23 mei 1986, alsook van Verordening (EEG) nr. 2040/86 van de Commissie van 30 juni 1986 tot vaststelling van de uitvoeringsbepalingen inzake de medeverantwoordelijkheidsheffing in de sector granen, laatst gewijzigd door Verordening (EEG) nr. 2572/86 van 12 augustus 1986 welke van toepassing zijn vanaf 1 juli 1986 en door Verordening (EEG) nr. 348/87 van de Commissie, van 4 februari 1987,

Besluit :

Artikel 1. Artikel 2 van bovenvermeld ministerieel besluit wordt gewijzigd door toevoeging, op het einde ervan, van de volgende alinea :

« De verwerkers die gewoonlijk in de loop van een verkoopseizoen minder dan 100 ton graan verwerken kunnen evenwel, wanneer zij de B.D.B.L. hierom verzoeken, ertoe worden gemachtigd de heffing uiterlijk op het einde van de maand juli van het volgende verkoopseizoen te betalen. In dit geval, dienen de maandelijkse opgaveformulieren inzake de heffing gelijktijdig overgemaakt te worden. »

Art. 2. Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd door toevoeging als voorlaatste lid van de volgende bepaling :

« De verwerkers worden evenwel ertoe gemachtigd op het einde van ieder maand en op basis van verwerkingsstaten de in de loop van die maand verwerkte hoeveelheden te boeken; indien zich in dat geval in de loop van de betrokken maand een wijziging van de landbouwmrekeningskoers voordoet, is de te betalen heffing gelijk aan het hoogste bedrag. »

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 maart 1987.
Brussel, 18 maart 1987.

P. DE KEERSMAEKER

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE

F. 87 — 684

15 JANVIER 1987. — Arrêté de l'Exécutif régional wallon relatif à l'octroi par la Région d'aides aux personnes physiques pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1er;
Vu l'arrêté de l'Exécutif du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine, notamment l'article 30;
Vu l'accord du 29 octobre 1986 du Ministre de la Région wallonne ayant le budget dans ses attributions;
Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau et de la Vie rurale,

Arrête :

Article 1er. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° Ministre : le Ministre ayant la rénovation urbaine dans ses attributions;
 - 2° Logement : la maison ou l'appartement affecté, en ordre principal, au logement;
 - 3° Périmètre de rénovation : le périmètre d'une opération de rénovation reconnue subsidiable par un arrêté de l'Exécutif régional wallon conformément à l'article 21 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine;
 - 4° Le propriétaire-occupant : le propriétaire ou le copropriétaire qui occupe le logement ou qui l'occupera dès la fin des travaux de rénovation;
 - 5° Le propriétaire non-occupant : le propriétaire qui rénove un logement lui appartenant et qui en concède, à un tiers, les droits d'usage et de jouissance ou tout droit réel immobilier, à titre gratuit ou onéreux;
 - 6° Travaux de rénovation : travaux de rénovation des aspects extérieurs des bâtiments.
- Le Ministre établit la liste des travaux pouvant faire l'objet d'une demande d'aide à la rénovation.

Art. 2. Dans la limite des crédits disponibles inscrits à cette fin au budget de la Région wallonne, le Ministre peut octroyer, aux conditions fixées par le présent arrêté, une aide à la rénovation en faveur des personnes physiques qui rénovent un logement sis dans un périmètre de rénovation.

Art. 3. L'aide à la rénovation est indépendante de toute autre aide accordée par la Région.

Art. 4. Le montant de l'aide à la rénovation ou des aides successives est fixé à 10 p.c. du coût des travaux de rénovation. Il ne peut dépasser 100 000 francs par logement.

Art. 5. § 1er. Sont pris en considération les travaux de rénovation relatifs à un logement et les travaux de rénovation relatifs aux parties d'un bâtiment qui ne constituent pas un logement, lorsque ces derniers travaux sont nécessaires pour assurer la rénovation du logement.

Le Ministre ou son délégué apprécie si les travaux sont de nature à améliorer l'aspect extérieur du logement.

§ 2. Le montant du devis et des factures des travaux de rénovation doit atteindre un minimum de 100 000 francs, T.V.A. incluse.

En cas de demandes successives, chacune des demandes doit avoir pour objet des travaux dont le devis et les factures doivent atteindre au moins 100 000 francs, T.V.A. incluse.

§ 3. Les travaux de rénovation doivent, de l'avis du collège des bourgmestre et échevins, être compatibles avec l'aménagement du quartier à rénover.

L'avis du collège des bourgmestre et échevins est réputé favorable s'il n'est pas notifié dans les trente jours de l'introduction de la demande d'avis.

§ 4. L'exécution des travaux de rénovation doit être confiée à des entreprises enregistrées, conformément à l'article 299bis, § 2, du Code des impôts sur les revenus. L'entreprise doit être enregistrée au moment de l'introduction de la demande.

§ 5. Sous peine de déchéance de l'aide à la rénovation, les travaux ne peuvent être entamés avant la notification de la décision accordant une aide, et doivent être exécutés dans les dix-huit mois de cette notification.

Art. 6. § 1er. La demande d'aide à la rénovation doit être introduite sous pli recommandé à la poste, auprès du Ministère de la Région wallonne, au moyen de formulaires qui sont mis à la disposition du public. Elle doit être accompagnée des documents suivants :

1° une copie du titre de propriété du logement à rénover;

2° le devis des travaux visé à l'article 5, § 2.

§ 2. Le propriétaire occupant doit s'engager à permettre la visite du logement par le délégué du Ministre.

Le propriétaire non-occupant doit souscrire les engagements suivants :

1° renoncer durant un an, à dater de l'achèvement complet des travaux, à toute augmentation de loyer ou indemnité quelconque, fondée sur les travaux de rénovation;

2° obtenir des occupants qu'ils consentent à la visite du logement, faisant l'objet de la demande, par le délégué du Ministre.

Art. 7. La décision accordant une aide à la rénovation est prise après que le délégué du Ministre a constaté que le logement et les travaux en projet satisfont aux conditions fixées par le présent arrêté.

Cette décision est notifiée au demandeur par pli recommandé à la poste.

Art. 8. Le montant de l'aide est arrêté sur la base des factures, régulièrement établies, des travaux visés à l'article 5. Le montant est liquidé après réception par le Ministère de la Région wallonne d'un formulaire complété et signé par le demandeur attestant l'achèvement complet des travaux.

En aucun cas, il ne peut être tenu compte de factures relatives à des travaux effectués avant l'introduction de la demande d'aide à la rénovation.

Art. 9. Le délégué du Ministre est habilité à constater sur place que le logement, les travaux en projet et les travaux satisfont aux conditions imposées par le présent arrêté.

Art. 10. L'article 30 de l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 6 décembre 1985 relatif à l'octroi par la Région de subventions pour l'exécution d'opérations de rénovation urbaine, est abrogé.

Art. 11. Le Ministre ayant la rénovation urbaine dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 15 janvier 1987.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures, des Affaires générales et du Personnel,

M. WATHELET

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Eau
et de la Vie rurale pour la Région wallonne,

A. LIENARD

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 87 — 684

15. JANUAR 1987. — Erlaß der wallonischen Regionalexekutive,
durch den die Region den natürlichen Personen Beihilfen
für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen gewährt

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, insbesondere des Artikels 1;
Aufgrund des Erlasses der Exekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen, insbesondere des Artikels 30;
Aufgrund des Einverständnisses vom 29. Oktober 1986 des Ministers der wallonischen Region, zu dessen Zuständigkeitsbereich der Haushalt gehört;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrates;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens,

Beschliesst die wallonische Regionalexekutive :

Artikel 1. Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses versteht man unter :

1° Minister : den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Stadterneuerung gehört;

2° Wohnung : das Haus oder das Appartement, das hauptsächlich für Wohnungszwecke bestimmt ist;

3° Stadterneuerungsbereich : den Bereich einer Stadterneuerungsmaßnahme, die durch einen Erlaß der wallonischen Regionalexekutive als bezuschußbar anerkannt worden ist gemäß Artikel 21 des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen;

4° Eigentümer-Bewohner : den Eigentümer oder den Miteigentümer, der die Wohnung belegt oder sie belegen wird, sobald die Erneuerungsarbeiten beendet sind;

5° Eigentümer-Nichtbewohner : den Eigentümer, der eine Wohnung, die ihm gehört, erneuert und der einem Dritten die diesbezüglichen Nutzungs- und Nutznießungsrechte oder jegliches dingliche Immobilienrecht ohne oder gegen Entgelt einräumt;

6. Erneuerungsarbeiten : Arbeiten zur Erneuerung des äusseren Aussehens der Gebäude.

Der Minister legt die Liste der Arbeiten fest, für die eine Erneuerungsbeihilfe beantragt werden kann.

Art. 2. Innerhalb der Grenzen der verfügbaren Mittel, die zu diesem Zweck im Haushaltsplan der wallonischen Region eingetragen sind, kann der Minister unter den durch vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen eine Erneuerungsbeihilfe zugunsten der natürlichen Personen gewähren, die eine Wohnung innerhalb eines Stadterneuerungsbereichs erneuern.

Art. 3. Die Erneuerungsbeihilfe ist unabhängig von jeder anderen Beihilfe, die von der Region gewährt wird.

Art. 4. Der Betrag der Erneuerungsbeihilfe oder der aufeinanderfolgenden Beihilfen ist auf 10 Pzt. der Kosten der Erneuerungsarbeiten festgelegt. Er darf pro Wohnung nicht 100 000 Franken überschreiten.

Art. 5. § 1. Folgende Arbeiten werden berücksichtigt : die Erneuerungsarbeiten bezüglich einer Wohnung sowie die Erneuerungsarbeiten bezüglich der Teile eines Gebäudes, die keine Wohnung bilden, insofern letztere Arbeiten notwendig sind, um die Erneuerung der Wohnung zu gewährleisten. Der Minister oder sein Beauftragter entscheidet, ob die Arbeiten geeignet sind, das äußere Aussehen der Wohnung zu verbessern.

§ 2. Der Betrag des Kostenvoranschlags und der Rechnungen für die Erneuerungsarbeiten muß mindestens — MwSt. einbegriffen — 100 000 Franken erreichen.

Werden verschiedene Anträge gestellt, dann muß jeder Antrag Arbeiten betreffen, für die der Kostenvoranschlag und die Rechnungen mindestens — MwSt. einbegriffen — 100 000 Franken erreichen.

§ 3. Die Erneuerungsarbeiten müssen aufgrund des Gutachtens des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums mit der Gestaltung des zu erneuernden Viertels vereinbar sein.

Das Gutachten des Bürgermeister- und Schöffenkollegiums gilt als günstig, wenn es innerhalb dreißig Tagen nach der Anforderung des Gutachtens nicht zugestellt worden ist.

§ 4. Die Durchführung der Erneuerungsarbeiten muß Betrieben anvertraut werden, die gemäß Artikel 299 bis, § 2 der Einkommenssteuerordnung registriert sind. Der Betrieb muß zum Zeitpunkt der Antragstellung registriert sein.

§ 5. Die Arbeiten dürfen nicht vor der Zustellung des Beschlusses zur Gewährung einer Beihilfe begonnen werden und müssen innerhalb achtzehn Monaten nach dieser Zustellung durchgeführt werden, sonst wird die Erneuerungsbeihilfe entzogen.

Art. 6. § 1. Der Antrag auf Erneuerungsbeihilfe muß per Einschreibebrief beim Ministerium der wallonischen Region anhand von Formularen gestellt werden, die der Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt werden. Diesem Antrag müssen folgende Unterlagen beigelegt werden :

- eine Abschrift der Eigentumsurkunde für die zu erneuernde Wohnung;
- der in Artikel 5, § 2 erwähnte Kostenvoranschlag für die Arbeiten.

§ 2. Der Eigentümer-Bewohner muß sich verpflichten, den Beauftragten des Ministers die Wohnung besichtigen zu lassen.

Der Eigentümer-Nichtbewohner muß folgende Verpflichtungen eingehen :

- 1° während eines Jahres nach vollständigem Abschluß der Arbeiten auf jede Erhöhung der Miete oder irgend-eine Vergütung, die sich auf die Erneuerungsarbeiten stützt, verzichten;
- 2° bei den Bewohnern erreichen, daß sie den Beauftragten des Ministers die Wohnung, die den Gegenstand des Antrags bildet, besichtigen lassen.

Art. 7. Der Beschluß über die Gewährung einer Erneuerungsbeihilfe wird gefaßt, nachdem der Beauftragte des Ministers festgestellt hat, daß die Wohnung und die geplanten Arbeiten den durch vorliegenden Erlaß festgelegten Bedingungen entsprechen. Dieser Beschluß wird dem Antragsteller per Einschreibebrief zugestellt.

Art. 8. Der Betrag der Beihilfe wird auf der Grundlage der für die in Artikel 5 erwähnten Arbeiten ordnungsgemäß aufgestellten Rechnungen festgelegt. Der Betrag wird ausbezahlt, nachdem das Ministerium der wallonischen Region ein vom Antragsteller ausgefülltes und unterzeichnetes Formular empfangen hat, das den vollständigen Abschluß der Arbeiten bestätigt.

Rechnungen über Arbeiten, die vor der Einreichung des Antrags auf Erneuerungsbeihilfe durchgeführt worden sind, dürfen keinesfalls berücksichtigt werden.

Art. 9. Der Beauftragte des Ministers ist befugt, an Ort und Stelle festzustellen, ob die Wohnung, die geplanten Arbeiten und die Arbeiten den durch vorliegenden Erlaß auferlegten Bedingungen entsprechen.

Art. 10. Artikel 30 des Erlasses der wallonischen Regionalexekutive vom 6. Dezember 1985 über die Gewährung durch die wallonische Region von Subventionen für die Durchführung von Stadterneuerungsmaßnahmen ist aufgehoben.

Art. 11. Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Stadterneuerung gehört, ist mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Brüssel, den 15. Januar 1987.

Der Minister-Vorsitzende der wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen, den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Raumordnung, des Wassers und des Landlebens für die wallonische Region,

A. LIENARD

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 87 — 684

**15 JANUARI 1987. — Besluit van de Waalse Gewestexecutieve
betreffende de toekenning van toelagen aan natuurlijke personen door het Gewest
voor het uitvoeren van stadsvernieuwingsoperaties**

De Waalse Gewestexecutieve,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 1;
Gelet op het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 betreffende de toekenning van toelagen door het Gewest voor het uitvoeren van stadsvernieuwingsoperaties, inzonderheid op artikel 30;
Gelet op het akkoord van 29 oktober 1986 van de Minister van het Waalse Gewest tot wiens bevoegdheid de begroting behoort;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

- 1° Minister : de Minister tot wiens bevoegdheid de stadsvernieuwing behoort;
 - 2° Woning : het huis of appartement hoofdzakelijk bestemd voor woning;
 - 3° Het te vernieuwen gebiedsdeel : het gebiedsdeel van een voor subsidiëring in aanmerking komende vernieuwingsoperatie erkend door een besluit van de Waalse Gewestexecutieve overeenkomstig artikel 21 van het besluit van 6 december 1985 van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de toekenning van toelagen door het Gewest voor het uitvoeren van stadsvernieuwingsoperaties;
 - 4° De eigenaar-bezitter : de eigenaar of mede-eigenaar die de woning in bezit neemt of zal nemen na het einde van de vernieuwingswerken;
 - 5° De eigenaar niet-bezitter : de eigenaar die een huis in eigendom vernieuwt en die aan een derde de gebruiks- en genotsrechten of ieder werkelijk onroerend recht ervan verleent om niet of onder bezwarende titel;
 - 6° Vernieuwingswerken : vernieuwingswerken van het uiterlijk van de gebouwen.
- De Minister bepaalt de lijst van werken die in aanmerking kunnen komen voor een aanvraag van vernieuwingstoelage.

Art. 2. In de maten van de voor dit doel bestemde begrotingskredieten van het Waalse Gewest kan de Minister een vernieuwingstoelage toekennen aan natuurlijke personen die een woning in een te vernieuwen gebiedsdeel vernieuwen.

Art. 3. De vernieuwingstoelage is afzonderlijk van iedere andere door het Gewest toegekende toelage.

Art. 4. Het bedrag van de vernieuwingstoelage of van de opeenvolgende toelagen is bepaald op 10 pct. van de onkosten van de vernieuwingswerken. Het mag niet meer dan 100 000 frank per woning bedragen.

Art. 5. § 1. Komen in aanmerking de vernieuwingswerken betreffende een woning en de vernieuwingswerken betreffende de delen van een gebouw die niet deel uitmaken van een woning wanneer deze werken nodig zijn om de vernieuwing van de woning te verzekeren.

De Minister of zijn afgevaardigde beoordeelt of de werken van aard zijn het uiterlijk van het gebouw te verbeteren.

§ 2. Het bedrag van het bestek en van de facturen van de vernieuwingswerken moet een minimum van 100 000 frank, BTW inbegrepen, bereiken.

In geval van opeenvolgende aanvragen moet iedere aanvraag betrekking hebben op werken waarvan het bestek en de facturen minstens 100 000 frank, BTW inbegrepen, bereiken.

§ 3. Volgens het advies van het college van burgemeester en schepenen moeten de vernieuwingswerken verenigbaar zijn met de inrichting van de te vernieuwen wijk.

Het advies van het college van burgemeester en schepenen geldt als gunstig indien het niet kenbaar gemaakt wordt binnen de dertig dagen na indiening van de adviesaanvraag.

§ 4. De uitvoering van de vernieuwingswerken moet, overeenkomstig artikel 299bis, § 2 van het Wetboek der belastingen op de inkomsten, aan geregistreerde ondernemingen toevertrouwd worden. De onderneming moet geregistreerd zijn ten tijde van de indiening van de aanvraag.

§ 5. Op straffe van het verval van de vernieuwingstoelage mogen de werken niet aanvangen vóór de bekendmaking van de beslissing toekennende de toelage en moeten zij uitgevoerd worden binnen de achttien maanden volgend deze bekendmaking.

Art. 6. § 1. De aanvraag van vernieuwingstoelage moet bij het Ministerie van het Waalse Gewest ingediend worden in een ter post aangetekende brief door middel van aan het publiek ter beschikking gestelde formulieren. Bij de aanvraag moeten volgende stukken gevoegd worden :

- 1° een afschrift van de eigendomstitel van de te vernieuwen woning;
- 2° het bestek van de in artikel 5, § 2 bedoelde werken.

§ 2. De eigenaar-bezitter moet zich verbinden tot het toelaten van de woningsbezoeking door de afgevaardigde van de Minister.

De eigenaar niet-bezitter moet volgende verbintenissen aangaan :

- 1° gedurende een jaar vanaf het volledig afronden van de werken, afstand doen van elke huurverhoging of enige vergoeding op de vernieuwingswerken gegrondigd;
- 2° van de bezitters bekomen dat zij het bezoek van de door de aanvraag bedoelde woning door de afgevaardigde van de Minister toelaten.

Art. 7. De beslissing tot toekenning van een vernieuwingstoelage wordt genomen nadat de afgevaardigde van de Minister vastgesteld heeft dat de woning en de voorgenomen werken aan de in dit besluit gestelde voorwaarden voldoen. Deze beslissing wordt aan de aanvrager door een ter post aangetekende brief bekend gemaakt.

Art. 8. Het bedrag van de toelage wordt op basis van de regelmatig opgestelde facturen van de in artikel 5 bedoelde werken bepaald. Het bedrag wordt uitbetaald na ontvangst door het Ministerie van het Waalse Gewest van een door de aanvrager ingevuld en getekend formulier bevestigend de volledige uitvoering van de werken.

In geen geval mag er rekening gehouden worden met facturen betreffende werken uitgevoerd vóór de indiening van de aanvraag van vernieuwingstoelage.

Art. 9. De afgevaardigde van de Minister is bevoegd om ter plaatse vast te stellen dat de woning, de voorgenomen werken en de werken aan de in dit besluit gestelde voorwaarden voldoen.

Art. 10. Artikel 30 van het besluit van de Waalse Gewestexecutieve van 6 december 1985 betreffende de toekenning van toelagen door het Gewest voor het uitvoeren van stadsvernieuwingsoperaties wordt opgeheven.

Art. 11. De Minister tot wiens bevoegdheid de stadsvernieuwing behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 15 januari 1987.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemene Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Water en Landleven,

A. LIENARD

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 2 avril 1987 est acceptée, à sa demande, la démission de M. Jeanmart, P., de ses fonctions de juge consulaire au tribunal de commerce de Bruxelles.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Par arrêté royal du 6 avril 1987, Mme Dreze, F., avocat à Stoumont, est nommée juge au tribunal de première instance d'Eupen.

Huissier de justice

Par arrêté royal du 2 avril 1987 est acceptée, à sa demande, la démission de M. Delhaise, G., de ses fonctions de huissier de justice dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Il est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Administration des Cultes, Dons, Legs et Fondations

Association internationale « Kagyu Samye Ling International », à Bruxelles. — Personnalité civile. — Statuts. — Approbation

Un arrêté royal du 2 avril 1987 :

1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « Kagyu Samye Ling International », dont le siège est à Bruxelles;

2° approuve les statuts de cette association.

Association internationale « Société Jean Bodin pour l'Histoire comparative des Institutions », à Bruxelles. — Personnalité civile. Statuts. — Approbation

Un arrêté royal du 2 avril 1987 :

1° accorde la personnalité civile à l'association internationale « Société Jean Bodin pour l'Histoire comparative des Institutions », dont le siège est à Bruxelles;

2° approuve les statuts de cette association.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 2 april 1987 is aan de heer Jeanmart, P., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Brussel.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bij koninklijk besluit van 6 april 1987 is Mevr. Dreze, F., advocaat te Stoumont, benoemd tot rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Eupen.

Gerechtsdeurwaarder

Bij koninklijk besluit van 2 april 1987 is aan de heer Delhaise, G., op zijn verzoek, ontslag verleend uit zijn ambt van gerechtsdeurwaarder in het gerechtelijk arrondissement Brussel.

Het is hem vergund de titel van zijn ambt eershelve te voeren.

Bestuur der Erediensten, Giften, Legaten en Stichtingen

Internationale vereniging « Kagyu Samye Ling International », te Brussel. — Rechtspersoonlijkheid. — Statuten. — Goedkeuring

Bij koninklijk besluit van 2 april 1987 :

1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « Kagyu Samye Ling International », waarvan de zetel te Brussel gevestigd is;

2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.

Internationale vereniging « Société Jean Bodin pour l'Histoire comparative des Institutions », te Brussel. — Rechtspersoonlijkheid. — Statuten. — Goedkeuring

Bij koninklijk besluit van 2 april 1987 :

1° wordt rechtspersoonlijkheid verleend aan de internationale vereniging « Société Jean Bodin pour l'Histoire comparative des Institutions », waarvan de zetel te Brussel gevestigd is;

2° worden de statuten van deze vereniging goedgekeurd.